Economie sociale, technologie et territoire
Quelques considérations à partir du cas de Tiruchengodu en Inde du Sud

Philippe Cadène et Jacques Prades
(Paru dans la revue Terminal - Technologie de l'information, culture et société - automne 2004)

Cet article est né d'une série de discussions conduites au cours des années 2003 et 2004 dans le but de saisir les points de rencontres possibles entre deux expériences, celle d'un économiste intéressé par l'économie sociale et solidaire et la question des territoires, envisagée comme un phénomène prégnant à l'échelle du monde, et celle d'un géographe spécialisé dans l'étude de la dynamique économique de l'Inde. L'enjeu de cette contribution est double : montrer que les pratiques d'économie sociale se déploient sur un continuum qui va de la simple résistance à la naissance d'alternatives ; parfois, l'économie sociale n'est que « fille de la nécessité », selon l'expression de Desroches, d'autres fois, elle incarne une « identité collective et une communauté de destin » selon l'expression de Defourny, des fois elle parvient à constituer la naissance d'alternatives qui donnent lieu à de véritable systèmes cohérents ; mais plus spécifiquement, l'article contribue à montrer la grande variabilité des empreintes historiques et géographiques qui marquent les formes originales que prend l'économie sociale. Les Tic contribuent aux différentes porosités qui rendent possibles ces figures sociales qui ne peuvent pas prendre la forme de « modèle de développement ». Nous aurons tous les éléments pour tirer quelques conclusions analytiques sur la question des territoires.

Processus de construction des districts industriels et rôle des solidarités sociales

Pour le chercheur en sciences sociales qui s'intéresse à la question des territoires, l'Inde offre le spectacle d'une expérience en acte. Marquée par l'émergence de pôles de développement localisés, l'expérience répond pour une grande part aux districts industriels tels qu'ils ont été étudiés en Italie du Nord, en Allemagne du Sud ou encore en Catalogne espagnole (Prades, 2004c). Les activités relevant de l'économie sociale sont souvent perçues comme une forme de résistance aux tendances lourdes du système (mondialisation des économies, pression des technosciences) et comme une démonstration qu'il est possible d'infléchir nos façons de produire, de consommer et de répartir des biens et des services (Prades, 2003). Cependant, si les districts industriels indiens constituent des organisations sociales, économiques et territoriales qui répondent à une des origines de l'économie sociale (la nécessité), ils sont étroitement insérés dans les réseaux de la mondialisation, capables de produire des profits considérables à l'échelle des petites régions où elles sont implantées. Si l'expérience de ce mode de développement de l'industrie indienne permet à une très large part des populations concernées une amélioration certaine de leur condition de vie, les modes d'interrelations entre les acteurs concernés se traduisent par des pratiques de solidarité entre les acteurs dont l'importance et la particularité contribuent très fortement au fonctionnement des sociétés et des territoires concernés. Les nouvelles technologies tendent à normaliser ces situations en fluidifiant les relations entre les acteurs qui tendent, par des contacts plus directs et des interactions plus rapides, à se détacher des cadres

sociaux dans lesquels ils étaient insérés et qui fondaient les solidarités caractéristiques des dynamiques auxquels ils participent. C'est le phénomène de la porosité étudié ailleurs (Prades, 2004b).

Le développement industriel de l'Inde depuis l'Indépendance est caractérisé par un compromis entre, d'une part, un Etat volontariste qui assure une part des financements et contrôle la dynamique de croissance des divers secteurs et, d'autre part, les milieux d'affaires qui ont accepté de limiter leurs domaines d'activités et leur liberté d'entreprendre afin d'alléger leurs efforts en matière d'investissements et de bénéficier d'un régime fortement protectionniste. C'est une donnée que nous retrouvons dans beaucoup de cas étudiés en économie sociale, comme Mondragon, en pays basque espagnole (Prades, 2004c). Cette stratégie peut apparaître comme la recherche d'une troisième voie entre marché et Etat, concrétisée sur le plan politique par la participation active de l'Inde à la création du mouvement des non-alignés.

Des années 1950 aux années 1980, on a affaire en Inde à une croissance extensive : de l'ordre de 4% par an, la croissance n'est pas alimentée par un taux de productivité élevé Le processus d'industrialisation est toutefois engagé avec la mise en place d'une grande industrie diversifiée, partagée entre secteur public et privé, et la floraison d'une multitude de petites entreprises aux activités très variées et bénéficiant d'un ensemble de mesures de protection. Mais surtout, vers la fin de la période, cette politique économique n'offre guère la possibilité de répondre aux enjeux fondamentaux du moment avec l'apparition de technologies nouvelles qui bouleversent les modes de produire, d'abord dans les pays les plus industrialisés, puis à l'échelle du monde.

L'ouverture de l'économie nationale se produit dans le milieu des années 1980 avec l'arrivée à la tête du gouvernement de Rajiv Gandhi, à la suite de la brutale disparition de sa mère, Indira, assassinée par des militants indépendantistes sikhs, qui était elle même la fille de Jawaharlal Nehru, le chef historique de parti du Congrès qui lutta contre les Anglais pour l'Indépendance du pays. Le jeune chef d'Etat, jusqu'alors pilote dans une des compagnies aériennes nationales, remet en cause le modèle de développement adopté par son grand-père, et introduit une politique visant « à faire passer l'Inde du XIXè au XXIè siècle ». Cette politique est soutenue par les milieux d'affaires et répond aux aspirations des couches moyennes qui apparaissent au sein de la société indienne et que la nouvelle orientation économique contribuera à étendre largement. Les réformes, d'abord timides, s'accentuent après 1991 où, à la suite d'une crise financière, née justement de l'ambiguïté des réformes effectuées, un véritable virage est pris par un ministre des finances, Manmohan Singh, issu des cadres dirigeants de la Banque Mondiale et qui effectue les réformes nécessaires à une véritable insertion de l'Inde au sein des processus de la mondialisation. Bien que modérée et engagée avec prudence, l'ouverture de l'économie est manifeste, accompagnée d'une croissance des échanges avec l'extérieur, de la privatisation des grandes entreprises nationales et de l'encouragement des investissements étrangers . Cette politique s'accompagne d'ailleurs d'une accentuation des mesures de décentralisation administrative visant à favoriser la compétition entre les Etats de l'Union indienne et qui peut apparaître comme un succès. Ce mouvement de libéralisation se poursuit jusqu'en 2004 en dépit de la victoire au niveau de l'Union, mais aussi de certains Etats, du Baratya

Janata Parti, le parti nationaliste hindou, et se poursuivra manifestement avec le retour récent du parti du Congrès, dirigé par Sonia Ganghi, la veuve de Rajiv, d'origine italienne. Le retour au pouvoir de Manmohan Singh confirme en effet la volonté de poursuivre les réformes engagées, même si le soucis du parti de ne pas oublier la large fraction de la population indienne oubliée par la croissance a pu faire craindre aux milieux d'affaires, nationaux et internationaux, que le pays allait retourner à une politique protectionniste.

Sur plus d'un milliard d'Indiens, ce sont au moins 300 millions de personnes qui participent activement à la consommation de produits industrialisés, en ville mais aussi dans les villages, tandis que parmi la masse des pauvres, des millions ont désormais des capacités de consommation et représentent un marché considérable. La petite industrie est certes difficile à définir dans le contexte indien tant elle est marquée par une grande complexité des statuts effectifs de la propriété entrepreneuriale et du travail. De plus, les petits entrepreneurs ne sont pas tenus de s'enregistrer auprès de l'administration et n'apparaissent que de manière très globale dans les statistiques. Ils n'en occupent pas moins une place centrale dans le tissu économique du pays, en contribuant aux environs de 40% à la production manufacturière, en fournissant un emploi à plus de 35 millions de personnes et en participant à près de 65% des exportations du pays. Il apparaît donc que ces petites entreprises ne constituent pas un segment de l'économie à l'écart des transformations que connaît le pays.

Le développement de la petite industrie au cours des vingt dernières années en Inde relève bien d'un phénomène mondial répondant au modèle théorique avancé dès le milieu des années 1980 par Piore et Sabel pour expliquer le dynamisme de certaines régions du monde industriel, particulièrement au Japon, en Allemagne ou en Italie (Cadène, 1998). Echappant à la crise économique mondiale largement causée par l'épuisement du modèle fordiste de développement, certaines régions de ces pays innovaient par la mise en place de nouveaux modes d'organisation du travail et de relations entre les entreprises, dans lesquels les petites unités de production et la sous-traitance jouaient un grand rôle, et dont l'apparition offrait une alternative à la faillite du modèle industriel dominant. Dès la fin des années 1980, à la suite des travaux de Tendler et Schmitz, de nombreux chercheurs ont découvert l'importance que tenaient les districts industriels dans la dynamique économique d'un nombre non négligeable de pays en développement. Dans ces sociétés où un chômage massif est dissimulé par l'existence d'une multiplicité de petites activités et où ceux qui ont la chance d'être salariés connaissent le plus souvent des conditions de travail très dures et des niveaux de rémunération très bas, le développement des districts industriels présente certes des spécificités. Il n'en reste pas moins valide pour expliquer l'apparition de régions dans lesquelles les petites entreprises se multiplient tandis que le niveau de vie de l'ensemble de la population s'accroît considérablement par rapport à l'ensemble du pays. Dans ces territoires, la croissance de la production industrielle et la hausse des niveaux de vie ne sont pas les uniques marques des changements en cours. C'est aussi le niveau éducatif des populations qui augmente et tout particulièrement celui des jeunes en âge de travailler. Le développement de ces petites régions s'accompagne en effet de la création d'institutions éducatives privées, généralement à l'initiative des communautés les plus impliquées dans les affaires locales et qui ont pour but de répondre aux besoins nés de la multiplication des activités. Enfin, ce type de développement redynamise généralement des

institutions anciennes qui structuraient les sociétés locales et qui, aujourd'hui, organisent les relations économiques entre les acteurs du développement, qu'ils s'agissent des accords entre entrepreneurs ou des négociations entre patrons et ouvriers. Parmi ces institutions, celles qui permettent la collecte des capitaux nécessaires aux investissements apparaissent particulièrement fondamentales. Il peut s'agir de petits groupes de proches, à dimension variable, éphémères, réunis pour réaliser une opération. Il peut aussi s'agir de groupes plus structurés, possédant une existence officielle, et visant à agir dans un type d'activités. Dans tous les cas, l'interconnaissance conduit à une certaine confiance entre les membres qui autorise les transactions financières et permet de régler à l'amiable les conflits qui naissent obligatoirement. Dans tous les cas, il existe dans ces comportements une complémentarité surprenante entre les lois du capitalisme, axés sur la recherche du profit, et les règles sociales caractéristiques de sociétés où le bien être de la collectivité est privilégié sur la réussite des individus.

Dans les cas que nous voulons mettre en évidence ici, les industriels se comportent en effet au sein de ces sociétés et de ces espaces en développement autant en coopérateur qu'en capitaliste soucieux de leur intérêt égoïstes. Tous comprennent que la solidarité entre les membres du groupe est indispensable à la réussite de tous et les relations anciennes de domination trouvent dans ces sentiments une justification nouvelle. Des solidarités, des complémentarités et des coopérations voient le jour, qui s'avèrent plus fortes que la compétition entre les acteurs économiques ou que les divergences d'intérêts. L'extrême parcellisation des tâches productrices et commerciales, qui est commune en Inde dans de nombreux secteurs industriels, continue de faciliter la réalisation des investissements, tandis qu'elle permet désormais une grande flexibilité dans l'organisation de la production et dans les relations de travail. La production est assurée par la mise en réseau des petits producteurs, union généralement éphémère, correspondant à la demande particulière d'un client. La relation entre patrons et salariés réinterprète les anciens rapports entre dominants et dominés. Quant aux revenus, même dans les districts industriels, ils ne sont bien sûr pas mirifiques. Dans un pays comme l'Inde, la rémunération du travail permet pour le plus grand nombre de juste couvrir les besoins essentiels des familles. Les salaires obtenus par les travailleurs dans ces lieux apparaissent toutefois plus élevés qu'ils ne l'étaient auparavant, tout particulièrement du fait de la présence d'un certain nombre de machines qui, bien que rarement sophistiqués, obligent à un certain niveau de qualification et entraînent donc de meilleures rémunérations. Ce sont évidemment les entrepreneurs qui bénéficient des positions les plus rémunératrices, mais les statuts sont nombreux et les situations extrêmement variables. La parcellisation des étapes de la production et la présence de nombreux intermédiaires ne favorisent guère les opportunités de capitalisation. En revanche, elles entraînent au contraire une large redistribution des profits qui permet à beaucoup de familles d'augmenter considérablement leurs revenus. Les marchands, quant à eux, ne sont jamais très loin et jouent souvent un rôle essentiel dans l'organisation de la production. Nombreux, ils constituent un monde complexe et hiérarchisé, qui parvient généralement à détourner à son bénéfice une part importante des profits réalisés dans la production.

Les marchands sont importants car les produits ne sont plus liés à la demande locale. C'est à des marchés distants, généralement urbains, ou du moins, transitant par les villes, que le développement de la production des districts industriels répond.

Dans de nombreux cas, ces marchés sont d'ailleurs extérieurs à l'Inde. Même si la circulation des informations ne s'effectue pas, en Inde, aussi rapidement que dans les pays riches, une certaine connaissance de l'évolution des marchés parvient, par des canaux divers, aux producteurs de ces districts industriels, leur permettant de s'adapter aux désirs, toujours changeant, d'une clientèle parfois très lointaine.

Des coopératives gandhistes au district industriel : le cas de Tiruchengodu au Tami Nadu

Le développement économique de Tiruchengodu, au Tamil Nadu, qui a débuté vers la fin des années 1980, présente un cas intéressant de développement mettant en 'uvre un ensemble de petites entreprises de différents secteurs (Cadène 1998). Premièrement, des centaines de petites unités du textile réalisent leur production dans la ville et les alentours. Des entrepreneurs de transport et de forage de puits, opèrent sur de vastes territoires. L'existence de ces derniers permet par ailleurs le développement d'une vaste zone industrielle au nord de la ville, dans laquelle de nombreux artisans construisent ou entretiennent les poids-lourds et les unités mobiles de forage. Cette dynamique concerne principalement deux communautés numériquement importantes dans cet espace : d'une part, les Mudeliars, traditionnellement tisserands dans la ville, dont beaucoup possèdent aujourd'hui des ateliers de tissage mécanisé et dont quelques-uns sont à la tête d'entreprises d'ourdissage ou même de filature ; d'autre part, les Vellalars, membres de la communauté paysanne la plus puissante dans les villages de la petite région, qui, dès les années soixante-dix, ont investi dans les activités de transport ou de forage les profits réalisés dans l'agriculture, sans négliger les opportunités offertes par le développement de l'industrie textile (Cadène, Reiniche, 1991). Alors qu'une sorte de compétition s'établit entre ces deux communautés pour la suprématie sur la ville, chacune d'entre elles utilise, pour développer ses activités, les forces et les compétences tirées des situations anciennes. Il en résulte que les relations de domination préalables au développement se reproduisent au sein de chaque communauté aussi bien qu'entre elles, alors que la localité connaît une croissance économique rapide, autorisant par ailleurs une forte mobilité sociale.

La ville et la petite région rurale qui l'environne combinent ainsi la présence de deux districts industriels.

L'un est orienté autour de la production textile. Son développement résulte de la déconcentration récente du tissage en Inde, de son éclatement en petits ateliers mécanisés, du fractionnement des étapes de fabrication du tissu et des techniques de finition. Au début de la décennie quatre-vingt-dix, peut-être deux cent mille métiers à tisser mécaniques, environ soixante-dix ateliers d'ourdissage et trois filatures constituent un système de production complexe dans la petite région de Tiruchengodu. Ce système est complété par de nombreux artisans travaillant dans les ateliers de réparation et de service et par plus de mille petits transporteurs, faisant le lien entre les divers lieux de production de la ville, ou parcourant la région pour le compte des marchands. Les cotonnades produites sont pour l'essentiel commercialisées sur le marché international, au travers d'intermédiaires localisés à Erode et Salem, deux agglomérations voisines, par des exportateurs de Bombay ou de Delhi.

Le second district industriel concerne la construction et l'entretien de poids lourds et d'unités mobiles de forage de puits. Tandis que les activités textiles s'étendent sur un vaste espace, allant de l'ancien quartier des tisserands, au c'ur du centre ancien de la ville, jusqu'à des villages éloignés de plusieurs kilomètres, ces activités, liées au transport et au forage, sont concentrées dans une zone industrielle localisée au nord de la ville. Sur quelques dizaines d'hectares, de part et d'autre d'une des routes menant au centre urbain, sont réunis environ deux cents ateliers et plusieurs centaines de boutiques fournissant à ces derniers matériaux et pièces détachés. Les entreprises de transports ou de forages de puits ne sont pas très visibles dans la ville. Les entrepreneurs possèdent un bureau dans les rues du bazar proche de la zone industrielle. Lorsqu'ils ne sont pas en activités, les poids lourds sont garés les longs de la route qui traverse la zone industrielle. C'est donc cette dernière qui anime cette partie de la ville, regroupant la totalité des personnes qui participent de ces activités : les propriétaires de camions, les chauffeurs et leurs assistants, les ouvriers agricoles employés sur les unités mobiles de forages, les propriétaires des entreprises de carrossages de camions et de constructions des unités mobiles, les chefs-artisans et les ouvriers qui travaillent pour eux, les diverses personnes aux services de tous.

Qu'il s'agisse du tissage ou des diverses activités liées aux poids-lourds, les solidarités entre entrepreneurs sont essentielles dans le fonctionnement de l'économie locale, et cela à toutes les étapes de l'activité Les investissements, tout d'abord, sont toujours effectués collectivement par de petits groupes d'entrepreneurs, se définissant comme partenaires au sein de l'activité qu'ils entendent ainsi créer, et rassemblant chacun des sommes collectées auprès des membres de leur famille ou des amis. Cette pratique permet à des personnes qui auraient été incapables de se lancer dans une activité économique de s'établir entrepreneur. Elle offre aussi des garantis de sécurité en cas de problème, chacun préférant en effet investir un peu dans plusieurs entreprises que de placer tous ces moyens dans une seule. Il résulte de cette pratique une grande dispersion des profits, qui ne permet certes pas une forte capitalisation mais permet à beaucoup de profiter quelque peu de la croissance. Sur le plan de la production, l'organisation du travail montre également un grand éclatement des fonctions entre les divers acteurs concernés. Tant dans le textile que dans les activités liées aux poids-lourds, les tâches sont nombreuses et sont effectuées par de petites entrepreneurs aux fonctions complémentaires et dont les liens sont anciens. Il peut s'agir de relations familiales ou de voisinage, mais aussi de réactivation de relations de travail très ancienne dont l'exemple le plus marquant est celui des carrossiers de camion qui appartiennent à la caste des forgerons et charrons et dont les entreprises travaillent pour les paysans de caste vellalar qui constituent l'essentiel des entrepreneurs de transport et de forage et pour lesquels ils construisaient auparavant les charrettes et réparaient le matériel agricole. Quant aux relations entre patrons et ouvriers, elles mettent en 'uvre des relations de hiérarchies anciennes, au sein des familles ou des sociétés villageoises. Enfin, la commercialisation des produits pour le textile et les relations entre les propriétaires de camions ou d'unités mobiles de forage et leurs clients s'effectuent entre des personnes ou au travers des intermédiaires avec lesquels des liens anciens, le plus souvent communautaires, sont établis. Souvent, la tendance est même d'affirmer les relations engagées par l'organisation de mariages unissant les familles de fournisseurs et de clients.

Il ne faut toutefois pas analyser ces diverses pratiques comme une tendance permanente à reproduire les relations anciennes. Le développement de la petite industrie à Tiruchengodu résulte, dans les processus de sa genèse comme dans son fonctionnement au quotidien, de profondes transformations liées à l'impact des mouvements coopératifs gandhistes sur la société locale. Dès avant l'Indépendance, mais aussi au cours des décennies qui ont suivi, ce mouvement coopératif, qui a tenu un grand rôle dans la lutte anticoloniales mais aussi dans la politique suivie ensuite par le pays, en particulier en faveur du développement de la petite industrie, entraînera de profond changement au sein des sociétés locales. D'importance variable à l'échelle du pays, le phénomène d'ailleurs particulièrement important dans le Tamil Nadu. A Tiruchengodu, cette idéologie gandhiste touche autant le mouvement coopératif paysan que celui des producteurs textiles. Dans tous les cas, le but est de réduire l'importance, voire de supprimer les intermédiaires et de favoriser les circuits courts. Cela se concrétise d'ailleurs par une véritable lutte contre les castes marchandes locales dont la spécialité est d'assurer les prêts d'argent pour la production et ensuite la commercialisation des produits. Le conflit fut violent à Tiruchengodu puisqu'il s'est soldé dans les années 1970 par le départ forcé des marchands du bazar, bannis par le dieu du temple après un scandale lors d'une cérémonie au grand temple de la ville. Ils ont en effet été accusés d'avoir offert des tissus souillés à la divinité et, par la voie d'un chamane, ont été bannis de la ville. Plusieurs morts accidentelles dans la communauté au cours de la période qui a suivi l'affaire ont poussé les marchands à partir, aussitôt remplacés dans le bazar par des membres des deux communautés qui tiennent désormais l'économie locale, les tisserands mudeliars et les paysans vellalars. Le mouvement coopératif n'est toutefois pas qu'un mouvement de lutte contre les intermédiaires, il influence grandement les relations entre les acteurs de l'économie locale en diffusant une idéologie qui valorise à la fois les solidarités communautaires, les collaborations entre communautés, mais aussi le succès individuel de travailleurs partis de rien. Le discours habituel des entrepreneurs consiste, pour la plupart, à présenter leur situation comme le fruit d'une vie de travail acharné au cours de laquelle ils ont franchi toutes les étapes de la hiérarchie sociale locale pour parvenir à une reconnaissance au sein de leur communauté et de la ville. Dans cette aventure, chacun met alors en avant les aides dont ils ont bénéficié au sein de leur communauté et l'importance des solidarités au sein d'un système social dont ils s'efforcent toujours de cacher les très fortes inégalités, voire les injustices scandaleuses. Tandis que les personnes de plus de cinquante ans mettent toutes en avant le rôle des mouvements coopératifs dans les solidarités existant aujourd'hui au sein des acteurs de l'économie locale, il semble toutefois que les pratiques nées dans les coopératives trouvent aujourd'hui d'autres lieux pour se perpétuer : il faut noter l'importance prise par les associations d'entrepreneurs, les partis politiques créés après l'Indépendance, sans oublier le Rotary Club et le Lion's Club. Le rôle de ces organisations dans la création d'institutions éducatives ou dans l'aide aux plus démunis apparaît comme la suite du mouvement coopératif. Chacune des deux communautés dominantes possède en effet son propre institut de technologie qui forme les travailleurs qualifiés nécessaires au développement de l'économie locale (acceptant bien évidemment les élèves au-delà des deux communautés, ou de la population locale). Les responsables de ces organisations n'oublient jamais de rappeler leur rôle de travailleurs sociaux soucieux de réduire les inégalités que pourrait entraîner la croissance.

L'apparition des technologies de l'information et leur impact dans les dynamiques sociales et l'intégration des territoires

L'usage des technologies de l'information et de la communication se limitaient à Tiruchengodu jusqu'au début des années 1990 a celui du téléphone, qui fonctionnait assez facilement dans la localité et les environs, plus laborieusement à l'intérieur du pays. En quelques années, la situation a changé radicalement avec la mise en place de lignes nationales et internationales qui permettent de communiquer sans difficulté aucune avec l'Inde entière et avec le monde. Ainsi, vers le milieu de la décennie, le fax devenait un appareil d'usage commun. En 2000, les premiers ordinateurs branchés sur Internet étaient présents dans de petites boutiques du bazar, offrant téléphone, fax et connexion Internet. Cette dernière posait encore problème et il était fort difficile de lancer et recevoir ses mails du bazar. Quatre ans plus tard, cette situation s'est bien améliorée. De plus, les entreprises de courrier rapide complètent le dispositif. Elles sont désormais présentes dans le bazar et offrent des services précieux que les Postes indiennes ne peuvent assurer : rapidité mais aussi sécurité des correspondances. En à peine plus de dix ans, Tiruchengodu est entrée dans l'ère des nouvelles technologies et des communications modernes. Ces facilités dans les modes de communication n'ont guère modifiées les relations sociales au sein de la ville ni les relations de travail. Les réseaux sociaux sont toujours la base de l'organisation des activités économiques. La mise en place de systèmes de communication moderne apparait toutefois être en voie de modifier considérablement les relations des entrepreneurs de la ville avec leurs intermédiaires et les clients extérieurs. Il n'est pas impossible d'assister dans les années qui viennent, du fait de la mise en place de ces technologies, à un bouleversement aussi grand que celui qui a vu le départ des marchands, les intermédiaires locaux. Ce bouleversement verrait l'affaiblissement, dans certains cas, la disparition des intermédiaires qui permettent, à partir de grandes villes voisines comme Erode, ou de métropoles comme Bangalore ou Mumbai, d'insérer l'économie de Tiruchengodu à l'économie indienne entière et même à l'économie mondiale. Les prémices de ces changements sont déjà observables dans la ville : les transporteurs sont désormais capables de suivre au jour le jour les activités des camions qu'ils possèdent, où qu'ils se trouvent dans le pays ; les propriétaires d'unités mobiles de forage peuvent eux aussi gérer en partie les activités de leurs camions dans des Etats éloignés du Tamil Nadu sans l'obligation d'une présence permanente ; les industriels du textile, du moins les plus importants de la ville, peuvent recevoir directement les ordres de leurs clients et répondre dans la journée par la mise en 'uvre des commandes effectuées. Auparavant, il aurait fallu quinze jours pour recevoir une lettre d'un client étranger, une semaine pour y répondre et une quinzaine de jours pour que la réponse ne parvienne au même client. Cela décourageait toutes relations directes et faisait la place aux intermédiaires.

Les intermédiaires entre Tiruchengodu et le monde extérieur sont encore présents, mais il n'est donc pas sûr que la situation ne change pas rapidement. Est-ce à dire que cette situation va s'étendre à la société locale elle-même et que progressivement les relations spécifiques sur lesquelles est basé le développement économique de cette petite ville seront elles aussi affaiblies. Rien n'est moins sûr car si l'on en croit Godelier (1997), « il ne peut y avoir de société, il ne peut y avoir d'identité qui traverse le temps et serve de socle aux individus comme aux groupes qui composent une société, s'il n'existe des points fixes, des réalités soustraites aux échanges de

dons ou aux échanges marchands». Selon le même auteur, «il y a toujours dans le social humain des choses qui échappent au contrat, qui ne sont pas négociables, qui se situent au-delà de la réciprocité». Ce qui est préalable à l'économie, c'est une identité collective ou une volonté commune qui précisément ne s'échange pas. Celle qui précisément définit un territoire. C'est la raison pour laquelle, en économie sociale, si on conçoit cette approche comme une réponse locale à la globalisation, on est conduit à consacrer une large part à l'histoire, plus exactement aux petites histoires qui lient les dynamiques sociales des localités avec celles qui se déroulent à l'échelle des nations, voire du monde. C'est ici le rôle des coopératives gandhistes dans le développement local ou l'importance prise par l'exportation dans la nouvelle politique économique de l'Inde à partir des années 1990.

Le cas de Tiruchengodu montre que la dynamique économique est avant tout politique et profondément liée au temps long des lieux où elle se déroule. Comme l'explique Rancière (1998) : « La question politique commence en toute cité avec l'existence de la masse des aporoï, de ceux qui n'ont pas les moyens et du petit nombre des euporoï, de ceux qui les ont. Toute cité connaît ses deux composantes irréductibles, toujours en guerre virtuelle, toujours présentes et représentées à elle-mêmes». C'est pour cela que l'économie sociale et solidaire, en tant que « fille de la nécessité», est toujours politique d'abord et entretient par là même une relation privilégiée au territoire. Mais c'est aussi pour cette raison que dans des pays où la richesse est très polarisée, où la classe moyenne n'est pas très développée, le politique traverse toute l'économie par la fabrication de territoire.

Le territoire est un espace de médiation, un lieu où se noue l'articulation entre le domaine privé, le domaine public et les valeurs marchandes. Si la nomadisation des firmes et la puissance des technologies de l'information peuvent fragmenter les espaces sociaux, elles peuvent également ressouder les communautés au travers de ces différents espaces et opérer des maillages originaux. Tout dépend du degré d'autonomie des différentes sphères, la capacité communautés à surmonter la désafiliation que procure le développement de l'échange marchand. D'où l'importance de l'école dans tous les cas étudiés, l'Inde du sud offrant à ce titre l'exemple d'une région du monde où l'importance de l'éducation pour le développement économique et social a toujours été mise en avant

BIBLIOGRAPHIE

Prades Jacques, 1988, « L'informatique échappe-t-elle aux modèles des changements technologiques ? » (15 pages) in "Une démocratie technologique" Université de Montréal ACFAS n° 63 . 1988

Becattini, G., Some Thoughts on the Marshallian Industrial Districts as a Socio-Economic Notion, rapport de conférence, Florence, mars 1989, 24 pages.

Becattini, G., Some Thoughts on the Marshallian Industrial Districts as a Socio-Economic Notion, rapport de conférence, Florence, mars 1989, 24 pages.

Cadène Philippe, 1989. "Le développement de la petite industrie : le cas du marbre au Sud-Rajasthan", in Ph. Cadène et B. Madeuf (Eds.), "L'Inde. Libéralisation et enjeux sociaux". *Revue Tiers-Monde* n°119. pp.673-694.

Beccatini, G., "The Marshallian District as a Socio-Economic Notion", in Pyke, F., Beccatini, G., Senbengerber, W. (Éds), Industrial districts as Inter-Firms Co-operation in Italy, 1990, pp. 37-51.

Cadène Philippe, 1990. "Etat et société dans une petite ville indienne : Rajsamand au Sud du Rajasthan", in J. Pouchepadass ; H. Stern (Eds.) "De la royauté à l'Etat dans le monde indien", Collection Purusartha, Ed. E.H.E.S.S., Volume 13. - 1993. "Réseaux économiques et territoires de l'identité : les migrations de travail et les relations de mariage d'une communauté marchande dans une petite ville indienne", *Cahiers de l'ORSTOM*, Vol.29, n°2-3.

Cadène Philippe, 1991. "Processes of integration of rural areas and small towns : from the French to the Indian perspective", in *Urban configuration and merchant networks in South India*. Pondicherry, Pondy Paper in Social Sciences,.

Cadène Philippe, 1991. "The socio-economic re-definition of the urban setting", même publication que le précédent.

Cadène Philippe et Reiniche Marie-Louise, 1991. "The dynamic economic agents in Tiruchengodu today", même publication que le précédent.

Cadène Philippe, 1995. "Croissance industrielle et déséquilibres d'aménagement du territoire". *Géographie Universelle, Mondes Indiens* François Durand-Dastès (Ed.), Paris, Belin-Reclus.

Cadène Philippe et Denis Vidal (Eds.), 1997. *Webs of trade. Entrepreneurship and merchant networks in Western India*. New-Delhi, Manohar.

"Le rôle des castes marchandes dans l'économie indienne aujourd'hui. Le cas des Jains dans une petite ville du Rajasthan"., in Pierre Clément et all. (Eds.) *Les Cahiers de la Recherche Architecturale*, Numéro 35,36, "Cités d'Asie".

Cadène Philippe, 1997. ' L'émergence de jeunes entrepreneurs. Les opérateurs de programmes télévisés diffusés par satellite à Tiruchengodu, petite ville du Tamil Nadu (Inde) , *NETCOM*, vol. XI, pp. 343-367.

Cadène Philippe et Durand-Dastes François, 1997. 'L'Inde de la caste, une terre d'exclusion ?', in A. Bailly (Ed.) *Terres d'exclusions, terres d'espérances*. Actes du Festival de Géographie de Saint-Dié1996. Paris, Economica.

Godelier Maurice, 1997, L'énigme du don, Fayard

Prades Jacques, 1997, « Economie européenne et disparités spatiales »(17pages)

in " *Développement durable : l'affaire des régions*" DG X Commission européenne, Madrid, 1997

Cadène Philippe et Mark Holmstrom (Eds.), 1998, *Decentralized production in India. Industrial districts, flexible specialization and employment*. New-Delhi, Sage Publications.

Cadène Philippe, 1998. "Industrial districts and integration of Indian space" in Cadène Ph. et M. Holmstrom (Eds.) *Decentralized production in India. Industrial districts, flexible specialization and employment*. New-Delhi, Sage Publications.

Cadène Philippe, 1998. 'Activités et organisation régionale en Inde'. *Mappemonde*. n°51.

Defourny Jacques et alii, 1999, « L'économie sociale au Nord et au Sud », De Boeck

Prades Jacques, 1999, « Informatisation de la société, globalisation des économies et atonie sociale » Revue Sciences de la Société PUM septembre 1999 n° 45 (21 pages)

>Prades Jacques, 2000, « La nouvelle économie sociale devant ses pièges » in « Efficacité et équité » Editions L'Harmattan, publié par le LIRHE, sous la dir. A. Alcouffe, B.Fourcade, J-M. Plassard et G.Tahar. septembre 2000

Prades Jacques, 2001, « Quel est l'avenir de l'économie solidaire ? une analyse économique ».

Revue RECMA -Revue Internationale d'économie sociale-. juillet 2001 (14 pages)

Prades Jacques, 2002, « Economic Globalization and The Information Society : Permanent and Changing features », in Glabalism and Pluralism. sous la direction de G. Trembley. Presses d'Universitéd'Ottawa, 2002

Prades Jacques, 2002, « De la veille technologique à la veille sociale : le dispositif cerises » in J-M Servet et I. Guerin, Exclusion et liens financiers, préface d'E Guigou, rapport 2002, Economica

Prades Jacques, 2003-a, « L'économie solidaire en coupe transversale : une clarification conceptuelle » RERU -Revue d'Economie Rurale et Urbaine n°2. 2003 (19 pages)

Prades Jacques, 2003-b, « De la mesure de la richesse économique : concepts, mesure et pratiques sociales » Revue canadienne Economie et Solidarités volume 35, n° 2. 2004 (16 pages)

Prades Jacques (avec Ph. Jeanin), 2003-c, « La porosité : essai de formalisation »working paper cerisess n° 2,

Prades Jacques, 2004-a, « Solidarité, échange et territoire » Revue Espace et Société, soumis àpublication, mai 2004 (12 pages)

Prades Jacques (avec O.Castel), 2004-b, « La vulnérabilité comme source de l'innovation sociale au Nord et au Sud » Revue Economie et Solidarités, soumis à publication, avril 2004 (15 pages)

Prades Jacques, 2004-c, « Les faux espoirs de la croissance : territoires en reconversion »

soumis à publication, mai 2004 (15 pages) Prades Jacques, 2004-d, Rapport intermédiaire Caisse des Dépôts et Consignations, « Coopérations, technologies et territoires : Mondragon, Québec et Italie du nord » document cerises

Rancière Jacques, 1998, Aux bords du politique, Fabrique-Editions